

MINISTRE DE L'ÉCONOMIE, DU PLAN ET DU
DÉVELOPPEMENT



DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ÉCONOMIE

RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE



UNION-DISCIPLINE-TRAVAIL

NOTE MENSUELLE DE CONJONCTURE

JUIN 2024 – N°6/2024



TABLE DES MATIÈRES

SYNTHÈSE	1
I. CONTEXTE ECONOMIQUE INTERNATIONAL	4
I.1 Activités économiques mondiales	4
I.2 Inflation mondiale	5
I.3 Actions des Banques Centrales	6
I.4 Marché des matières premières et produits de base	6
I.5 Marché financier	7
II. ECONOMIE NATIONALE	9
II.1 SECTEUR REEL	9
II.1.1 Secteur primaire	9
II.1.2 Secteur secondaire.....	11
II.1.3 Secteur tertiaire.....	12
II.1.4 Prix.....	14
II.1.5 Emploi	15
II.2 FINANCES PUBLIQUES	15
II.3 COMMERCE EXTÉRIEUR	17
II.4 SITUATION MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE	18
II.4.1 Situation monétaire	18
II.4.2 Marché boursier	19

TABLE DES ILLUSTRATIONS

GRAPHIQUES

Graphique 1: Évolution du taux de croissance annuel du PIB au niveau mondial et dans les principales économies (en %)	4
Graphique 2: Évolution du taux d'inflation mondial (en %)	5
Graphique 3 : Évolution du cours du baril de pétrole brut en dollars américain	7
Graphique 4 : Évolution de l'indice du cours de l'engrais	7
Graphique 5 : Évolution du cours de l'euro par rapport au dollar américain	8
Graphique 6 : Evolution la croissance de l'indice de la production industrielle en glissement annuel	11
Graphique 7 : Evolution des indices de la production industrielle à fin avril en glissement annuel	11
Graphique 8 : Évolution de l'Indice du Chiffre d'Affaires dans le commerce	12
Graphique 9 : Évolution de la croissance de l'indice général des prix à la consommation en glissement annuel	14
Graphique 10 : Évolution de la croissance des prix des viandes en glissement annuel	14
Graphique 11 : Évolution de la croissance des prix des services de transport en glissement annuel	15
Graphique 12 : Evolution des recettes publiques à fin avril	16
Graphique 13 : Evolution des dépenses publiques à fin avril	17
Graphique 14 : Évolution de la masse monétaire et des créances sur l'économie	18
Graphique 15 : Évolution des actifs extérieurs nets et des créances nettes sur l'administration centrale	18
Graphique 16 : Évolution des principaux indicateurs du marché boursier de l'UEMOA	19
Graphique 17 : Évolution des indices moyens boursiers sectoriels au mois d'avril 2024, en variation mensuelle	19

TABLEAUX

Tableau 1 : Taux d'inflation en glissement annuel des principaux pays avancés (en %)	5
Tableau 2 : Évolution des principaux produits de base	6
Tableau 3 : Évolution des principales productions de l'agriculture d'exportation	10
Tableau 4 : Évolution des principaux indicateurs dans le transport	13
Tableau 5 : Evolution des principaux agrégats du commerce extérieur	18

LISTE DES ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

APROMAC	Association des Professionnels du Caoutchouc Naturel de Côte d'Ivoire
BCE	Banque Centrale Européenne
BCEAO	Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
BRVM	Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
BRVM 30	Indice des Trente entreprises les plus performantes de la BVRM
BRVM Composite	Indice de l'ensemble des entreprises cotées à la BVRM
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CAF	Coût Assurance Fret
CBN	Banque Centrale du Nigeria
CEDEAO	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CPM	Comité de Politique Monétaire
COVID-19	Maladie à Coronavirus 2019
DAICE	Programme de Diversification, d'Accélération Industrielle, de Compétitivité et Emploi
FAB	Franco à bord
FCFA	Franc Communauté Financière Africaine
FED	Réserve fédérale américaine
FMI	Fonds Monétaire International
ICA	Indice du Chiffre d'Affaires
IHPC	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
IPI	Indice de la Production Industrielle
IPPI	Indice des Prix de la Production Industrielle
OPEP	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
PER	Price Earning Ratio (rapport du prix des actions sur les dividendes)
PIB	Produit Intérieur Brut
PJ Gouv	Programme Jeunesse du Gouvernement
PMI	Purchasing Managers' Index (Indice des Directeurs des Achats)
PND	Plan National de Développement
PURGA	Programme d'Urgence de Soutien aux filières Agricoles
TCEN	Taux de Change Effectif Nominal
TCER	Taux de Change Effectif Réel
TIC	Technologie de l'Information et de la Communication
TSR	Technical Specific Rubber (Caoutchouc Spécifique Technique)
UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest Africaine
US	United States

SYNTHÈSE

Valeurs en FCFA, sauf indications contraires

Au niveau mondial, l'activité économique montre des signes d'amélioration depuis le début de l'année 2024 favorisée par la dissipation progressive des conséquences économiques des crises traversées depuis 2020. En effet, l'évolution des indices des directeurs d'achat (PMI) sur les cinq premiers mois de l'année indique une croissance progressive de l'activité économique mondiale avec une croissance solide aux États-Unis et une performance modeste dans la zone euro. Le taux de croissance du PIB mondial de l'année 2024, prévu à 3,2% par le FMI en avril 2024 contre 3,1% précédemment, devrait être soutenu par une progression plus rapide de l'activité des services et de la production manufacturière. Quant à l'inflation mondiale, elle est relativement contenue, en dépit de la pression sur les prix à la consommation observée aux États-Unis et dans les pays en développement, notamment au Nigeria.

Sur le marché des matières premières, au mois d'avril 2024, en variation mensuelle, les cours des matières premières et des produits de base enregistrent une évolution contrastée marquée par l'augmentation des cours du cacao fèves (+34,7%), du café Robusta (+15,8%), de l'or (+8,0%) et du pétrole brut (+5,4%), tandis qu'une baisse est observée pour les prix de l'huile de palme (-0,8%), du blé dur (-0,9%), du caoutchouc TSR20 (-1,2%), des engrais (-1,3%), du riz Thaïlandais brisure 5% (-3,4%), du sucre (-4,9%) et du coton (-9,5%).

Sur le **marché des changes**, au mois d'avril 2024, l'euro s'apprécie par rapport au yen (+1,4%), à la livre sterling (+0,2%) et au rouble (+0,1%), en variation mensuelle. En revanche, la monnaie européenne se déprécie par rapport au dollar US (-1,3%) et au yuan renminbi (-0,8%).

Sur le plan national, l'environnement économique est marqué par la poursuite de l'exécution du Plan National de Développement (PND) 2021-2025, caractérisée par des investissements massifs dans les infrastructures, leviers de croissance économique.

Dans le cadre du renforcement des efforts du Gouvernement en faveur de la diversification

économique, de la transition verte et du développement industriel, un Programme de Diversification, d'Accélération Industrielle, de Compétitivité et Emploi (DAICE), d'un montant de 117 milliards de FCFA, a été lancé le 13 mai 2024.

Par ailleurs, le Gouvernement continue d'œuvrer à l'amélioration de l'inclusivité de la croissance à travers la poursuite de l'exécution du Programme Jeunesse du Gouvernement (PJ Gouv) 2023-2025 dont l'objectif est de dynamiser l'insertion professionnelle des jeunes.

Toutefois, au 1er trimestre 2024, l'économie ivoirienne a enregistré une baisse de compétitivité par rapport au trimestre précédent. En effet, le Taux de Change Effectif Réel (TCER) s'est apprécié de 3,5% pour s'afficher à 101,66, sous l'effet de la hausse du Taux de Change Effectif Nominal (TCEN) (+6,6%), malgré un différentiel de prix en baisse (-2,9%). La baisse de compétitivité, liée à l'appréciation de l'euro, est également observée par rapport au premier trimestre 2023 avec un TCER en accroissement de 15,6%.

Dans l'ensemble, les chefs d'entreprises maintiennent, en mai 2024, leur confiance quant à la bonne tenue de la conjoncture économique nationale avec un indicateur du climat des affaires, qui s'est situé à 102,9, au-dessus de sa tendance de long terme et en hausse de 0,2% comparativement à son niveau du mois précédent.

Les réalisations à date, comparées à la même période de 2023, sauf indication contraire sont présentées ci-dessous.

Dans le **secteur primaire**, l'agriculture d'exportation enregistre à fin avril 2024, une évolution contrastée, caractérisée par le recul des productions de régime de palme (-6,4%), de sucre (-0,7%), de cacao fèves (-5,3% à fin mars), de noix de cajou (-20,3% à fin mars) ainsi que par l'augmentation de celles de coton graine (+52,7%), de caoutchouc (+8,4%), de banane dessert (+3,8%) et de café (+109,0% à fin mars). Les conditions climatiques défavorables affectent les productions de cacao fèves et de

noix de cajou. La filière coton, quant à elle, continue de se redresser grâce à l'emploi d'une formule de produits phytosanitaires novatrice qui lutte efficacement contre les « jassides ». Le redressement dans cette filière est également dû aux subventions pour l'achat d'intrants et à la formation des agriculteurs.

Au niveau du **secteur secondaire**, l'Indice de la Production Industrielle (IPI) se renforce au mois d'avril 2024 et ressort en hausse de 3,1%, en glissement annuel, après avoir progressé de 1,4% au mois de mars 2024. Cette embellie résulte de l'effet combiné d'une accélération des « industries extractives » (+19,4% contre +17,7% en mars 2024) et de l'atténuation du repli des « industries manufacturières » (-3,7% après -5,6% en mars 2024), tandis que les « industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau » (+3,2% contre +8,5% en mars 2024) connaissent un ralentissement. En dépit de l'accélération de l'accroissement au mois d'avril 2024, le dynamisme de l'activité industrielle est resté en deçà de celui observé au cours des deux (2) premiers mois de l'année 2024. En moyenne sur les quatre premiers mois de l'année, l'IPI enregistre une progression de 4,5% en raison du dynamisme des « industries extractives » (+19,9%) et des « industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau » (+8,5%) dont l'impact a été toutefois amoindri par le recul de la production des « industries manufacturières » (-2,1%) et des « industries environnementales » (-0,6%).

L'indicateur avancé du BTP se contracte de 14,2% au premier trimestre 2024, en raison, notamment, du ralentissement des investissements publics et de la non prise en compte des travaux de terrassement en cours pour la construction de certaines infrastructures routières.

Concernant le **secteur tertiaire**, il est marqué au mois d'avril 2024, en glissement annuel, par une évolution globalement favorable. L'Indice du Chiffre d'Affaires (ICA) du commerce (+4,5% contre -9,8% en mars 2024), produit par l'Agence Nationale de la Statistique, se redresse après les replis observés au cours des deux mois précédents. Cette reprise provient à la fois du commerce de gros (+5,1%, après -17,0% le mois précédent), du « commerce et réparation

d'automobiles et de motocycles » (+15,6% contre -21,9% au mois de mars 2024) et du commerce de détail (+3,3% contre -3,3% en mars 2024). Dans le transport, le trafic de marchandises par voie ferroviaire maintient son dynamisme (+15,2% après 13,7% en mars 2024) et le nombre de passagers commerciaux dans le transport aérien augmente de 9,4% après un repli de 2,9% au mois de mars 2024, renouant avec la bonne tenue observée sur les deux premiers mois de l'année. Quant au trafic de marchandises dans le transport maritime, il poursuit la bonne dynamique enregistrée aux mois de janvier et février 2024 et progresse de 5,1% au mois de mars 2024. Dans les Technologie de l'Information et de la Communication (TIC), les trafics SMS et internet augmentent de 25,1% et 20,2% respectivement au mois de mars 2024, tandis que le trafic voix baisse de 0,7%.

Au terme des quatre premiers mois de l'année en cours, le secteur tertiaire est porté par vitalité des transports et des TIC, alors que le chiffre d'affaires du commerce global affiche une contraction.

La progression de l'**Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC)** s'accélère au mois de mai 2024, après le ralentissement observé au mois précédent. Les prix à la consommation augmentent de 4,9%, en glissement annuel, contre +3,7% au mois d'avril et +3,8% en mars 2024. L'évolution des prix au mois de mai est attribuable à la hausse conjointe du prix moyen des produits comestibles (+8,3%) et des produits non-comestibles (+3,1%). En moyenne sur les cinq premiers mois de l'année 2024, l'IHPC progresse de 3,8% comparativement à la même période de 2023.

Le **marché de l'emploi formel** est marqué par un accroissement continu du nombre de salariés. En effet, ce dernier s'accroît de 7,9% à fin avril 2024, en glissement annuel, après une hausse de 7,7% à fin mars 2024. Ce dynamisme est porté à la fois par le secteur privé (+7,9%) et le secteur public (+7,9%).

La **situation des finances publiques** à fin avril 2024 est marquée, en glissement annuel, par une hausse des recettes totales et dons de 224,4 milliards, portée par l'augmentation des recettes fiscales (y compris recettes affectées et

parafiscalité) de 8,5% (+179,7 milliards) et des recettes non fiscales de 22,0% (+62,4 milliards). Les dépenses totales et prêts nets croissent également de 320,2 milliards sur la même période, sous l'effet notamment d'une hausse des dépenses d'investissement de 9,7% (+76,1%). Il en résulte un solde budgétaire déficitaire de 816,7 milliards contre 720,8 milliards un an plus tôt.

Les échanges extérieurs, en commerce spécial hors biens exceptionnels, présentent à fin mai 2024 un solde commercial (FAB-CAF) excédentaire de 660,6 milliards FCFA, en hausse de 193,7% par rapport à l'excédent enregistré l'année précédente. Cette évolution résulte de l'augmentation en valeur des exportations de 241,6 milliards FCFA (+5,1%) et de la diminution des importations de 194,0 milliards FCFA (-4,3%). Le taux de couverture des importations par les exportations se situe à 115,3%, soit une progression de 10,3 points de pourcentage par rapport à son niveau à fin mai 2023. De plus, les termes de l'échange s'améliorent de 21,7%, grâce à une hausse des prix à l'exportation (+8,4%) et à une baisse des prix à l'importation (-11,0%).

Concernant la **situation monétaire**, la masse monétaire au sens large progresse de 3,3% à fin mars 2024, comme au mois de février, en rythme annuel. Cette hausse résulte du dynamisme des créances sur l'économie (+11,4%), de la hausse modérée des créances sur l'administration centrale (+1,2%) et de la contraction des actifs extérieurs nets (-16,6%).

Le **marché boursier** évolue favorablement au mois d'avril 2024. Les indices BRVM Composite et BRVM 30 progressent respectivement de 11,4% et de 11,6% en glissement annuel, après des accroissements de 7,5% et 7,7% enregistrés le mois précédent. Quant à l'indice BRVM Prestige, il se redresse en augmentant de 2,8% après un repli de 2,9% enregistré en mars 2024. En moyenne sur les quatre premiers mois de l'année 2024, l'indice BRVM Composite, recule de 6,6% en glissement annuel.

En définitive, l'activité économique et financière est caractérisée au mois d'avril 2024, en glissement annuel, par l'accélération de la progression de certaines production agricoles (Coton, Banane dessert et Caoutchouc) et de la production industrielle, ainsi que par le

maintien de la bonne tenue de la branche « transport » et le redressement du commerce intérieur dans son ensemble.

Toutefois, au terme des quatre premiers mois de l'année 2024, l'évolution de l'économie ivoirienne reste timide. L'agriculture d'exportation enregistre une évolution contrastée. Dans le secteur secondaire, la dynamique est mitigée, sous l'effet de la contraction de l'indicateur avancé du BTP et de la hausse de la production industrielle. Quant au secteur tertiaire, il conserve sa bonne orientation observée à fin mars 2024.

La hausse des prix à la consommation s'accélère sous l'effet des pressions persistantes sur les produits alimentaires. Toutefois, le Gouvernement met en œuvre des projets visant la hausse de la production vivrière et l'amélioration de l'approvisionnement des marchés qui devraient à terme permettre de contenir les tensions inflationnistes.

Le marché de l'emploi formel poursuit son dynamisme porté à la fois par le secteur privé et le secteur public.

L'exécution budgétaire est caractérisée à fin avril 2024 par une hausse des recettes fiscales et une accélération de l'exécution des dépenses d'investissements (+9,7% contre +1,9% à fin mars 2024).

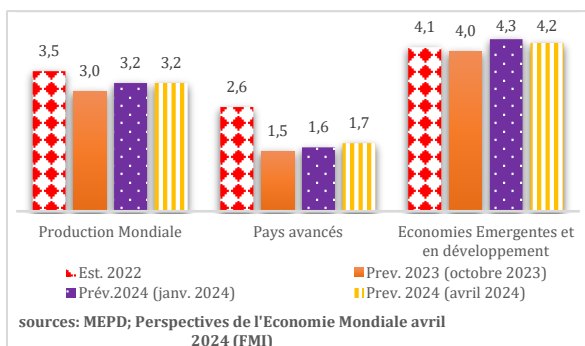
L'activité économique devrait poursuivre son renforcement au cours des prochains mois. Ces bonnes perspectives sont liées (i) à la reprise attendue de la production de cacao fèves, (ii) à l'accélération de la transformation structurelle de l'économie ivoirienne qui profiterait à la production manufacturière, et (iii) au redressement du BTP sous l'effet du renforcement des investissements dans les infrastructures publiques.

I. CONTEXTE ECONOMIQUE INTERNATIONAL

I.1 Activités économiques mondiales

Au niveau mondial, malgré un environnement marqué par une inflation encore élevée, l'activité économique montre des signes d'amélioration favorisée par la dissipation progressive des conséquences des différentes crises traversées depuis 2020. En effet, l'évolution des indices des directeurs d'achat (PMI)¹ sur les cinq premiers mois de l'année indique une évolution progressive de l'activité économique mondiale avec une croissance solide aux États-Unis et une performance plus modeste dans la zone euro. L'indice est ressorti en moyenne à 52,6 points au-dessus de la zone d'expansion fixée à 50 points et meilleur que le niveau de 50,4 points atteints à la même période de l'année précédente. Cette évolution augure une croissance de l'activité économique au cours du prochain trimestre tout comme au trimestre précédent. Dans ce contexte, sur l'année 2024, le taux de croissance du PIB mondial de 3,2%, prévu par le FMI dans les Perspectives de l'Economie Mondiale publiés en avril 2024, devrait être soutenu par une progression plus rapide de l'activité des services et de la production manufacturière.

Graphique 1: Évolution du taux de croissance annuel du PIB au niveau mondial et dans les principales économies (en %)



Dans les économies avancées, l'activité

économique devrait connaître une expansion contrastée au deuxième trimestre 2024.

Aux **Etats-Unis**, les récents indicateurs conjoncturels montrent une poursuite de la reprise de l'activité économique au deuxième trimestre, comme l'indique l'évolution de l'indice PMI sur les mois d'avril et mai 2024. En effet, l'indice ressort à 54,5 points en mai après 51,3 points en avril 2024. La production est soutenue par une légère hausse de l'activité manufacturière aux Etats-Unis au mois de mai 2024.

Dans la zone euro, l'économie montre des signes d'amélioration sous l'impulsion de l'activité du secteur privé qui enregistre une croissance aux mois d'avril et mai 2024. L'indice composite s'affiche à 52,2 points en mai 2024 après 51,7 points le mois précédent. Cette progression est en lien avec la bonne tenue de l'activité du secteur des services.

Au **Royaume-Uni**, la production du secteur privé connaît un ralentissement en mai 2024. L'indice PMI composite demeure robuste sur les mois d'avril (54,1 points) et mai 2024 (53,0 points). Toutefois, en dépit de ce repli, l'activité reste soutenue en relation avec la hausse de la production du secteur des services et l'atténuation de la contraction de la production manufacturière.

L'activité du secteur privé **du Japon** est restée solide sur les deux premiers mois du second trimestre 2024. L'indice PMI composite ressort à 52,6 points en mai tout comme au mois d'avril 2024 dans un contexte d'augmentation soutenue de l'activité du secteur des services. L'évolution de l'indice composite présage une croissance solide du PIB au deuxième trimestre 2024.

¹ Purchasing Manager's Index; publié sur le site internet: www.pmi.spglobal.com.

Au niveau des pays émergents, l'activité économique connaît également une évolution contrastée.

En Chine, l'indice PMI composite ressort à 51,0 points en mai 2024 contre 51,7 points le mois précédent. L'évolution du principal indice sur les deux mois suggère un repli du PIB au deuxième trimestre. Celle-ci est la conséquence d'une contraction de l'activité manufacturière sur la période ainsi que celle des services.

En Afrique du Sud, l'activité du secteur privé progresse modérément sur la période d'avril à mai 2024 selon l'indice des directeurs d'achat (PMI), en lien avec une demande atone. L'indice PMI est remonté à 50,4 points en mai après 50,3 points en avril 2024.

Au Nigeria, l'activité est restée robuste aux mois d'avril et mai 2024 comme l'indique l'indice PMI composite qui s'affiche à 52,1 points après 51,1 points en avril. Cette évolution traduit une amélioration mensuelle des conditions des affaires dans le secteur privé.

Dans la **zone UEMOA**, selon les prévisions de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), le PIB devrait progresser de 5,1% et 5,4% respectivement aux premier et deuxième trimestres 2024, en glissement annuel, après une hausse de 4,8% au trimestre précédent. Les bonnes performances de la demande intérieure devraient renforcer la croissance économique des pays de la zone. Globalement, il est attendu une augmentation du PIB de 7,3% en moyenne sur l'année 2024, après 5,3% en 2023.

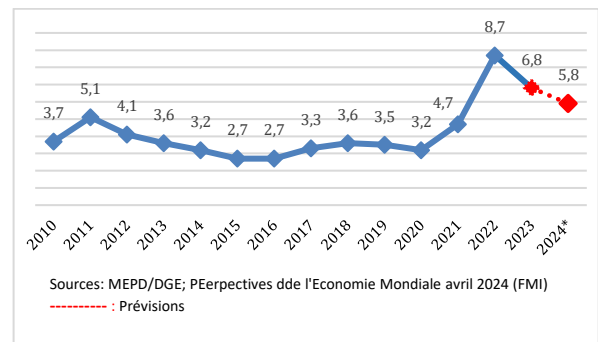
1.2 Inflation mondiale

L'inflation mondiale devrait poursuivre son ralentissement pour se situer à 5,8% en 2024, après 6,8% l'année précédente, grâce à l'atténuation des chocs sur les prix de l'énergie et à une réduction des pénuries de main-d'œuvre attribuable, dans certains cas, à un afflux d'immigrés.

En glissement annuel, l'évolution des prix à la consommation est contrastée au mois d'avril 2024. Elle diffère d'un pays à l'autre.

Dans la zone euro, l'inflation s'accélère passant de 2,4% en mars 2024 à 2,6% en avril 2024, mais reste relativement contenue.

Graphique 2: Évolution du taux d'inflation mondial (en %)



Au Japon, le taux d'inflation décélère (2,5% en avril, après 2,7% en mars et 2,8% en février 2024), mais reste maîtrisé.

En revanche, il reste à des niveaux élevés, aux États-Unis (3,4% en avril 2024 contre 3,5% en mars 2024 après 3,2% en février) et au Royaume-Uni (3,0% en avril 2024 après 3,8% en mars et en février 2024).

Tableau 1: Taux d'inflation en glissement annuel des principaux pays avancés (en %)

Pays	Déc. 2023	Janvier 2024	Février 2024	Mars 2024	Avril 2024
PRINCIPAUX PAYS AVANCES					
Etats Unis	3,4	3,1	3,2	3,5	3,4
Zone euro	2,9	2,8	2,6	2,4	2,6
Japon	2,6	2,7	2,8	Nd	2,5
Royaume uni	4,2	4,2	3,8	3,8	3,0
PRINCIPAUX PAYS EMERGENTS ET PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT					
Chine	0,1	0,3	1,0	-1,0	0,1
Afrique du Sud	5,1	5,3	5,6	5,3	5,2
Nigeria	28,9	29,9	31,7	33,2	33,7

Sources : MEPD/DGE ; services nationaux de statistiques

Dans les économies émergentes et en développement, en particulier le Nigeria, le taux d'inflation s'accélère au mois d'avril tout comme le mois précédent (33,7% en avril, après 33,2% en mars et 31,7% en février 2024). En Chine, l'inflation reste à des niveaux faibles, mais enregistre une

hausse modérée de 0,1% au mois d'avril 2024 contre un repli de 1,0% en mars 2024. Sur les cinq premiers mois de 2024, l'inflation reste faible.

En ce qui concerne la hausse des prix à la consommation au sein de la zone UEMOA, en glissement annuel, elle est ressortie à 3,7% en mai 2024, inchangée par rapport à son niveau du mois précédent. Cette évolution serait en ligne avec la persistance des tensions sur les prix des produits céréaliers, en particulier dans les pays sahéliens qui ont enregistré une baisse de la production de céréales au cours de la campagne agricole 2023/2024.

I.3 Actions des Banques Centrales

Les principales banques centrales ont maintenu leurs taux directeurs inchangés. Ceux-ci restent à des niveaux élevés en mai 2024, afin de faire face à une inflation qui se situe à des niveaux supérieurs à leur cible de 2%.

Au niveau des pays avancés, la Réserve Fédérale Américaine (FED) a décidé, lors de sa réunion du 1er mai 2024, de maintenir la fourchette cible du taux des fonds fédéraux entre 5,25% et 5,50%, pour la sixième réunion consécutive. Quant à la BCE, elle a maintenu inchangés les taux des principaux instruments de refinancement, de la facilité de prêt marginal et des dépôts à 4,50 %, 4,75 % et 4,00 % respectivement. Cette décision a été prise lors de la réunion du 11 avril 2024.

Cependant, lors de sa rencontre du 6 juin 2024, la BCE a décidé de réduire ses taux d'intérêt de 0,25 point. Le taux des principales opérations de refinancement et celui de la rémunération des dépôts auprès de la BCE, passent à compter du 12 juin 2024 respectivement à 4,25% et 3,75%.

Au niveau des pays émergents et en développement, la Banque centrale du Nigeria (CBN) a relevé le 21 mai 2024, son taux directeur de 150 points de base, pour la 11ème fois consécutive, en le portant à

26,25% après des augmentations de 200 points de base en mars et février 2024.

I.4 Marché des matières premières et produits de base

Le marché des matières premières au mois d'avril 2024, en rythme mensuel, est caractérisé par une évolution contrastée des principaux produits de base exportés ou importés par la Côte d'Ivoire. En effet, le marché des matières premières et produits de base affiche une hausse des cours du café robusta, du cacao fèves, de l'or et du pétrole brut. A l'inverse, les cours du riz blanchi 5% brisures, du blé, de l'huile de palme, du caoutchouc TSR20, du pétrole brut, de l'or et du coton fléchissent.

Tableau 2 : Évolution des principaux produits de base

Matières premières	VARIATIONS	
	Avril. 2024 / Mars. 2024	Avril 2024 / Avril 2023
Cacao fèves	+37,4%	+237,8%
Café Robusta	+15,8%	+66,0%
Coton	-9,5%	-5,1%
Huile de palme	-0,8%	-6,9%
Caoutchouc	-1,2%	+20,0%
Riz blanchi, 5%	-3,4%	+18,2%
Blé dur	-0,9%	-28,0%
Or	+8,0%	+16,6%
Pétrole brut	+5,4%	+7,1%

Sources: MEPD/DGE; world bank commodity prices (Banque Mondiale)

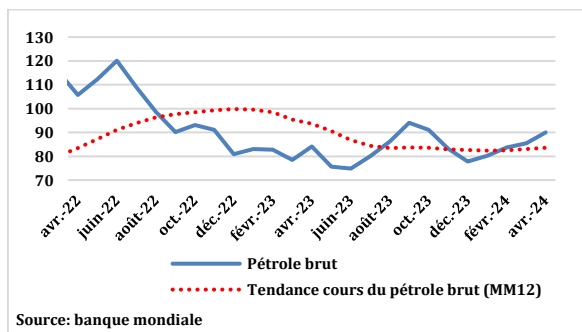
Les fluctuations s'expliquent par les facteurs suivants :

- le marché du **cacao fèves** connaît une forte hausse de 37,4% des cours. Cette envolée, amorcée depuis le mois d'octobre 2022, est principalement due à une réduction de la production de cacao fèves en Côte d'Ivoire et au Ghana ;
- les cours du **café Robusta** poursuivent leur tendance haussière observée depuis novembre 2023. Le Vietnam, principal producteur mondial de Robusta, a subi une saison inhabituellement chaude et sèche, ce qui a affecté les récoltes et contribué à un

resserrement des disponibilités sur le marché ;

- le cours du **pétrole brut** poursuit sa tendance à la hausse observée au premier trimestre 2024, en augmentant de 5,4%. Les tensions géopolitiques, notamment les conflits au Moyen-Orient et les attaques contre les infrastructures pétrolières russes, ont renforcé l'incertitude et stimulé la hausse des prix du pétrole. De plus, l'engagement de l'OPEP+ à poursuivre ses coupes volontaires de production contribue à restreindre l'offre disponible ;

Graphique 3 : Évolution du cours du baril de pétrole brut en dollars américain

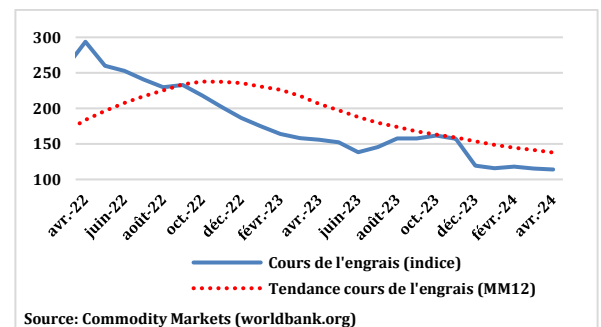


- le cours du **caoutchouc TSR20** enregistre une contraction de 1,2% en lien avec l'augmentation des stocks de caoutchouc dans les entrepôts, rompant ainsi avec la tendance haussière observée depuis septembre 2023;
- le cours du **blé dur** affiche un repli de 0,9%, poursuivant sa tendance baissière amorcée en octobre 2023. Cette évolution s'explique par une abondance de l'offre en lien avec des conditions climatiques favorables dans les grandes zones de production, en particulier en Russie ;
- le cours du **riz thaïlandais 5% brisure** subit une nouvelle baisse de 3,4%, confirmant le repli observé depuis le début de l'année. Les exportateurs thaïlandais sont confrontés à une compétition accrue, notamment du Vietnam ;
- après quatre mois consécutifs de hausse, le cours du **coton** subit une contraction

de 9,5% attribuable principalement à la réduction de la demande du Pakistan et de l'Indonésie ;

- le cours de **l'huile de palme** baisse de 0,8%, inversant la tendance haussière constatée depuis le début de l'année. En avril 2024, la production de l'huile de palme a entamé une reprise qui a exercé une pression à la baisse sur les prix, dans un contexte de marché déjà saturé par d'autres huiles végétales ;
- les prix des **engrais**, en baisse continue depuis mai 2022, enregistrent une légère réduction de 1,3%. Cette diminution s'explique en partie par la reprise des exportations d'engrais par la Chine ;

Graphique 4 : Évolution de l'indice du cours de l'engrais



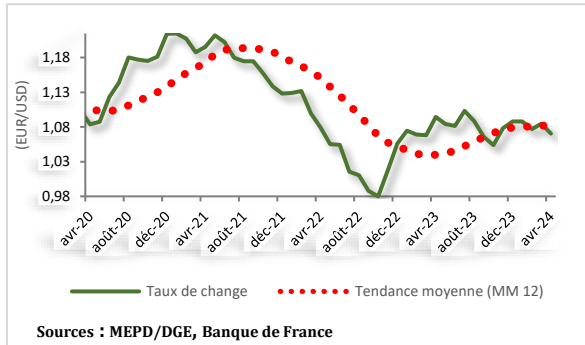
En avril 2024, en glissement annuel, les prix sur **les marchés des matières premières** affichent des variations contrastées. Les cours du cacao fèves (+237,8%), du café Robusta (+66,0%), du caoutchouc TSR20 (+20,0%), du riz Thaïlandais 5% (+18,2%), de l'or (+16,6%) et du pétrole brut (+7,1%) s'accroissent. En revanche, les cours du coton (-5,1%), de l'huile de palme (-6,9%), du sucre (-15,1%), des engrais (-27,0%), du blé dur (-28,0%) et du gaz naturel (-28,6%) ont enregistré des baisses.

1.5 Marché financier

En avril 2024, sur le **marché des changes**, en variation mensuelle, l'euro s'apprécie par rapport au yen (+1,4%), à la livre sterling (+0,2%) et au rouble (+0,1%). En revanche, la monnaie européenne se

déprécie par rapport au dollar canadien (-0,4%), au yuan renminbi (-0,8%), au rand sud-africain (-1,3%) et au dollar US (-1,3%).

Graphique 5 : Évolution du cours de l'euro par rapport au dollar américain



Réalisations comparées à la même période de l'année précédente, sauf indication contraire.

Valeurs en FCFA, sauf indication contraire.

II. ECONOMIE NATIONALE

Sur le plan national, l'environnement économique est marqué par la poursuite de l'exécution du Plan National de Développement (PND) 2021-2025, caractérisée par des investissements massifs dans les infrastructures, leviers de croissance économique. Les priorités au cours de l'année 2024, sont la construction de la ligne 1 du métro d'Abidjan, la finalisation du 4^{ème} pont reliant les communes de Yopougon et du Plateau, l'achèvement de la section 1 (longue de 26 km) de la voie de contournement d'Abidjan (Y4) et l'avancement dans la construction des autoroutes de sortie Est et Ouest d'Abidjan ainsi que des barrages hydroélectriques de Gribo Popoli et de Singrobo-Ahouaty.

Dans le cadre du renforcement des efforts en faveur de la diversification économique, de la transition verte et du développement industriel, un Programme de Diversification, d'Accélération Industrielle, de Compétitivité et Emploi (DAICE), d'un montant de 117 milliards de FCFA, a été lancé le 13 mai 2024 par le Gouvernement. Par ailleurs, il continue d'œuvrer à l'amélioration de l'inclusivité de la croissance à travers la poursuite de l'exécution du Programme Jeunesse du Gouvernement (PJ Gouv) 2023-2025 dont l'objectif est de dynamiser l'insertion professionnelle des jeunes.

Aussi, en vue d'améliorer les conditions de vie des populations à Abidjan et à l'intérieur du pays, le Gouvernement a adopté le 13 mars 2024, un décret portant ratification de l'Accord de prêt d'un montant total de 40 milliards de francs CFA, conclu le 09 novembre 2023, avec la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), afin de financer partiellement le projet de construction de 4 300 logements sociaux et économiques.

Cependant, l'économie ivoirienne a enregistré au 1er trimestre 2024, une perte

de compétitivité par rapport au 4^e trimestre 2023 et au trimestre précédent. En effet, le Taux de Change Effectif Réel (TCER) s'est apprécié de 3,5% par rapport au 4^{ème} trimestre 2024 pour s'afficher à 101,66. Cette évolution est essentiellement due à l'appréciation du Taux de Change Effectif Nominal (TCEN) (+6,6%), malgré un différentiel de prix avec les partenaires en baisse (-2,9%). Comparativement à la période correspondante de 2023, le TCER qui a progressé de +15,6%, sous l'effet de la hausse du TCEN de 16,02% malgré le repli du rapport des prix de 0,36%.

Au mois de mai 2024, les chefs d'entreprises maintiennent leur confiance quant à la bonne tenue de la conjoncture économique avec un indicateur du climat des affaires, qui s'est situé à 102,9, en hausse de 0,2% comparativement à son niveau du mois précédent. De même, en moyenne sur les cinq premiers mois de l'année en cours, l'indicateur augmente de 0,6% en glissement annuel, témoignant ainsi d'un renforcement de la confiance des chefs d'entreprises.

II.1 SECTEUR REEL

Dans le secteur réel, le primaire est marqué sur les quatre premiers mois de l'année 2024 par une évolution contrastée de l'agriculture d'exportation. Dans le secteur secondaire, le Branche Bâtiment et les Travaux Publics (BTP) affichent une contraction de l'activité au premier trimestre 2024 tandis que la progression de la production industrielle accélère en avril 2024, en glissement annuel. Quant au tertiaire, il poursuit son dynamisme observé depuis le début de l'année.

II.1.1 Secteur primaire

A fin avril 2024, le secteur primaire connaît une évolution contrastée, caractérisée par le recul des productions de régime de palme

(-6,4%), de sucre (-0,7%), de cacao fèves (-5,3% à fin mars), de noix de cajou (-20,3% à fin mars) ainsi que par l'augmentation de celles de coton graine (+52,7%), de caoutchouc (+8,4%), de banane dessert (+3,8%) et de café (+109,0% à fin mars).

Concernant la filière **cacaoyère**, les conditions climatiques défavorables liées au phénomène « El Nino » entraînent une baisse de la production de **cacao** pour la campagne en cours, qui se termine en septembre 2024. Toutefois, avec la fin prévue du phénomène climatique « El Nino », une reprise de la production est attendue au cours de la prochaine campagne qui débutera en octobre 2024. Par ailleurs, dans un contexte d'augmentation significative du cours du cacao sur le marché mondial, le Gouvernement a pris la décision d'augmenter le prix de vente du cacao aux producteurs, passant de 1 000 FCFA à 1 500 FCFA le kilogramme, pour la saison intermédiaire s'étendant d'avril à septembre 2024. Quant au taux de transformation des fèves de cacao, il s'élève à 26%, avec un total de 203 687,0 tonnes transformées au premier trimestre 2024.

Dans la filière **anacarde**, la contraction de la production de la **noix de cajou** s'explique par le décalage des pluies qui a impacté la floraison des plantes. La filière qui prévoyait 1 250 000 tonnes de noix de cajou brutes pour la campagne 2024, a revu sa production à la baisse (1 000 000 tonnes). Cependant, la transformation locale devrait enregistrer une croissance significative, avec une augmentation prévue de 20% en 2024, pour un total de 320 000 tonnes. Au premier trimestre 2024, la quantité de noix de cajou achetée par les transformateurs dépasse les 300 000 tonnes.

La filière **palmier à huile** reste confrontée au vieillissement de son verger et à une réduction de la main d'œuvre au profit d'autres cultures plus lucratives. Cependant, elle continue de bénéficier de l'appui du Gouvernement aux producteurs, à travers la fourniture d'engrais, la distribution de matériaux nécessaires et la mise en œuvre

de mesures réglementaires, afin d'améliorer la productivité des petites plantations et de renforcer la compétitivité du secteur.

Quant à la production de **sucre**, la baisse enregistrée à fin avril 2024 devrait s'inverser au cours de la campagne prochaine qui démarre en octobre 2024. La filière bénéficiera des avantages des investissements réalisés dans le secteur dans le cadre du contrat plan signé entre le Gouvernement et les entreprises sucrières.

Tableau 3 : Évolution des principales productions de l'agriculture d'exportation

(En tonnes)	4 mois 2023	4 mois 2024	Variation (%)
Cacao fèves*	477 340,2	451 833,3	-5,3
Café*	30 605,0	63 974,8	109,0
Coton graine	166 076,0	253 615,9	52,7
Banane dessert	155 030,0	160 869,9	3,8
Caoutchouc naturel	496 898,8	538 449,5	8,4
Sucre	123 868,6	123 052,2	-0,7
Noix de cajou*	503 657,7	401 194,3	-20,3
Régime de palme	1 247 460,8	1 167 487,9	-6,4

Sources : MEPD/DGE, OPA, MEMINADER
* Données à fin mars

En revanche, la reprise de la production de **café** constatée, après une baisse en 2023, est due aux conditions climatiques favorables. Le prix minimum bord champ pour la campagne principale 2023-2024 a été fixé à 900 FCFA/kg, en augmentation de 150 FCFA par rapport à la campagne précédente.

S'agissant de la production de **coton-graine**, la forte hausse enregistrée, s'explique en grande partie par une normalisation après la chute de 2023. La filière bénéficie de l'utilisation d'une formule de produits phytosanitaires innovante qui combat efficacement les « jassides ».

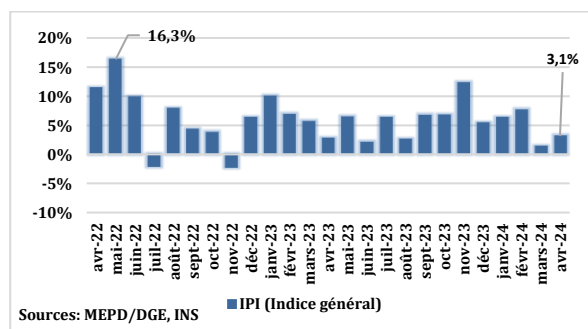
Quant à la production de **caoutchouc naturel**, la progresse la bonne tenue est attribuable à la bonne organisation du secteur, à la formation des acteurs et aux mesures prises par les autorités pour renforcer sa qualité et sa durabilité.

L'évolution favorable de la production de **banane dessert** s'explique par l'impact positif de la mise en œuvre du Programme d'Urgence de Soutien aux filières Agricoles (PURGA 2), notamment avec des investissements dans des plantations industrielles à grande échelle.

II.1.2 Secteur secondaire

Le secteur secondaire est marqué **au mois d'avril 2024** par une accélération de la progression de l'Indice de la Production Industrielle (IPI) à 3,1% en glissement annuel, après +1,4% le mois précédent. Cette embellie résulte de l'effet combiné du renforcement des « industries extractives » (+19,4% contre +17,7% en mars 2024) et de l'atténuation du repli des « industries manufacturières » (-3,7% après -5,6% en mars 2024), tandis que les « industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau » (+3,2% contre +8,5% en mars 2024) connaissent un ralentissement. Toutefois, la hausse enregistrée est en deçà du dynamisme observé au cours des deux premiers mois de l'année.

Graphique 6 : Evolution la croissance de l'indice de la production industrielle en glissement annuel

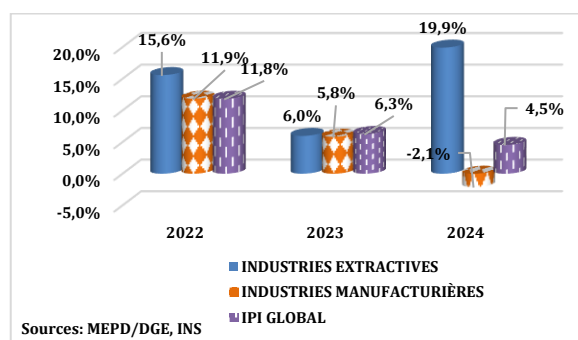


Au niveau des « industries extractives », la vigueur provient des divisions « activités de soutien aux industries extractives » (+122,5% contre +3,7% en mars 2024), « extraction d'hydrocarbures » (+48,0% après +50,5% en mars 2024) et « extraction de minerais métalliques » (+8,6% après +13,8% en mars 2024), tandis que la production de la division « autres activités extractives » (-27,5% contre -42,5% en mars 2024) affiche une contraction qui s'est toutefois atténuée.

En ce qui concerne les « industries manufacturières », leur redressement provient essentiellement de celui des divisions « raffinage pétrolier, cokéfaction » (+24,6% après -16,9% en mars 2024) et « métallurgie » (-29,2% contre -47,5% en mars 2024), combiné à l'accélération des productions des divisions « travail du bois et fabrication d'articles en bois hors meubles » (+51,2% contre +9,7% en mars 2024) et « réparation et installation de machines et d'équipements professionnels » (+9,6% contre +4,0% en mars 2024).

En moyenne sur les quatre premiers mois de l'année, l'IPI affiche une progression de 4,5% résultant du dynamisme des « industries extractives » (+19,9%) et des « industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau » (+8,5%) dont l'impact a été amoindri par le recul de la production des « industries manufacturières » (-2,1%) et des « industries environnementales » (-0,6%).

Graphique 7 : Evolution des indices de la production industrielle à fin avril en glissement annuel



Du côté du **BTP**, l'indicateur avancé recule de 14,2% en moyenne au premier trimestre 2024, en raison de la baisse des consommations de « ciment » (-3,8%), de « tôles et bacs » (-13,0%), de « bitume » (-39,8%) et de « câbles et fils électriques » (-18,3%). En revanche, celles de « béton » (+11,6%), de « gravier » (+1,3%), et de « sable » (+21,5%) augmentent. Cette contraction de l'indicateur avancé s'explique par un niveau d'exécution des dépenses d'investissements publics inférieur à l'objectif et par la non prise en compte des travaux de terrassement en cours pour la construction de certaines infrastructures

routières. Il s'agit notamment, (i) des trois échangeurs sur le boulevard Koffi Gadeau et (ii) du « Metro d'Abidjan ».

II.1.3 Secteur tertiaire

Le secteur tertiaire évolue favorablement au mois d'avril 2024, en glissement annuel. En moyenne sur les quatre premiers mois de l'année en cours,

L'Indice du Chiffre d'Affaires (ICA) du commerce produit par l'Agence Nationale de la Statistique (ANSTAT), se redresse au mois d'avril 2024, après les replis observés au cours des deux mois précédents. Il progresse de 4,5% contre -9,8% en mars 2024. Cette reprise provient à la fois du commerce de gros (+5,1%, après -17,0% le mois précédent), du « commerce et réparation d'automobiles et de motocycles » (+15,6% contre -21,9% au mois de mars 2024) et du commerce de détail (+3,3% contre -3,3% en mars 2024).

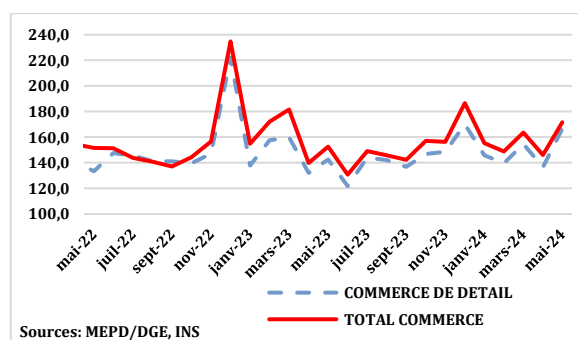
Le rebond de l'ICA du « commerce de gros et activités des intermédiaires » résulte de l'accroissement des ventes dans les groupes « commerce de gros de biens de consommation non alimentaires » (+19,4%), « commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles » (+21,6%), « commerce de gros de biens de consommation non alimentaires » (+68,5%) et « commerce de gros non spécialisé » (+9,4%). Toutefois, l'impact de ces fortes hausses est amoindri par la contraction de 4,9% du chiffre d'Affaires du « commerce de gros de produits agricoles bruts, d'animaux vivants, produits alimentaires, boissons et tabac ».

Le « commerce et réparation d'automobiles et de motocycles » bénéficie de la vitalité des ventes de véhicules automobiles (+25,4%) et de « pièces détachées et d'accessoires automobiles » (+8,1%). L'impact de ces bonnes tenues est amoindri par la contraction de l'ICA des « entretiens et réparations de véhicules automobiles » (-15,3%) et du « commerce et réparation de motocycles » (-5,4%).

Quant au commerce de détail, la hausse de son chiffre d'affaires au mois d'avril 2024 est portée par le « commerce de détail en magasin spécialisé », alors que l'ICA du « commerce de détail en magasin non spécialisé » recule de 1,7%.

En moyenne sur les quatre premiers mois de l'année 2024, et comparativement à la période correspondante de 2023, le chiffre d'affaires du commerce total fléchit de 5,3%, sous l'effet de la baisse des ICA du commerce de détail (-1,9%), du « commerce de gros et activités intermédiaires » (-10,4%) ainsi que du « commerce et réparation d'automobiles et de motocycles » (-7,4%).

Graphique 8 : Évolution de l'Indice du Chiffre d'Affaires dans le commerce



Le secteur du transport est marqué au mois d'avril 2024 par la poursuite du dynamisme des trafics aériens, ainsi que par la consolidation du trafic ferroviaire de marchandises. Cependant, au mois de mars 2024, le trafic de marchandises par voie maritime, décélère mais se maintient en hausse.

Le trafic de marchandises par voie ferroviaire s'accroît de 15,2% après 13,7% en mars 2024 et le nombre de passagers commerciaux dans le transport aérien augmente de 9,4% après un repli de 2,9% au mois de mars 2024, renouant avec la bonne tenue observée sur les deux premiers mois de l'année. Quant au trafic de marchandises par voie maritime, il poursuit la bonne dynamique enregistrée aux mois de janvier et février 2024 et progresse de 5,1% au mois de mars 2024.

Le transport ferroviaire se consolide, confirmant ainsi son redressement amorcé au mois de février 2024, après être resté en

baisse depuis 2022. En effet, le trafic ferroviaire de marchandises progresse de 15,2% au mois d'avril, après des hausses respectives de 14,2% et 0,9%, aux mois de mars et février 2024. Cette bonne orientation repose sur la vigueur retrouvée du trafic international (+12,5%) et la reprise du trafic national intervenue en novembre 2023.

Au terme des quatre premiers mois de l'année 2024, et comparativement à la période correspondante de 2023, le trafic global de marchandises par voie ferroviaire s'accroît de 6,7% soutenu par les échanges avec le Burkina Faso (+3,9%) et la reprise du trafic national.

Le **transport maritime** est marqué au mois de mars 2024 par un ralentissement du trafic global qui demeure toutefois en hausse. En effet, il s'accroît de 5,9% en glissement annuel au mois de mars, après une hausse de 21,6% en février et un repli de 6,3% en janvier 2024. Cette progression résulte de l'augmentation du transbordement (+480,4%) et du transit (+7,6) ainsi que du repli du trafic national (-11,1%).

Au **port d'Abidjan**, le trafic global de marchandises croît de 9,8% en glissement annuel au mois de mars, après des hausses de 20,0% et 2,9%, respectivement en février et janvier 2024. Il tire profit du dynamisme des activités de transbordement (+794,7% après +757,6% en février) et du relèvement du transit (+16,8% après -19,4% en février). Cette évolution favorable est atténuée par le repli du trafic national (-12,6% après +0,8% en février).

Au port de San Pedro, le trafic global de marchandises continue d'évoluer de façon erratique. En effet, il recule de 9,1% au mois de mars après une hausse de 30,9% en février et un repli de 44,2% en janvier 2024. Ce repli est imputable à la fois au transit (-16,1% après +31,7%), au transbordement (-52,9% après +170,2%) et au trafic national (-4,8% après +25,6%).

Au terme du premier trimestre de l'année 2024 et comparativement à la même période

de 2023, le trafic global de marchandises par voie maritime augmente de 6,4% du fait de la vigueur du transbordement (+465,4%), en dépit de la contraction du transit (-19,0%) et du trafic national (-7,5%).

Le transport aérien se redresse et retrouve son dynamisme au mois d'avril, après avoir fléchi le mois précédent. En effet, le nombre total de voyageurs à l'aéroport d'Abidjan s'accroît de 9,4% en glissement annuel, après une baisse de 2,9% en mars et des hausses de 14,2% et 23,8% respectivement en février et janvier 2024. Cette progression est portée à la fois par le nombre de passagers en transit (+13,5%) et le nombre de passagers commerciaux (+9,4%).

L'augmentation du nombre de passagers commerciaux est due essentiellement au dynamisme des trafics avec la CEDEAO (+3,7%), l'Europe (+6,4%) et le reste de l'Afrique (+25,5%). Cette bonne tenue est amoindrie par le repli du trafic national (-7,2%) et du trafic avec le reste du monde (-8,7%).

A fin avril 2024 et comparativement à la période correspondante de 2023, le nombre de passagers commerciaux croît de 12,3% porté par l'ensemble des trafics à l'exception du trafic avec le reste du monde.

Tableau 4 : Évolution des principaux indicateurs dans le transport

	4 mois 2023	4 mois 2024	Variation (%)
Trafic de ferroviaire de marchandises (en tonnes)	271 171,0	289 457,0	6,7%
Voyageurs commerciaux (aérien)	639 072	717 668	12,3%
Trafic global maritime (en tonnes)	10 101 108,5	10 747 855,8	6,4%

Sources : MEPP/DGE, SITARAIL, AERIA, PAA, PASP

* Données à fin mars

Le secteur des télécommunications est marqué par une évolution contrastée du volume d'activité des différents services.

Au mois de mars 2024, le trafic voix ralentit à nouveau, en glissement annuel, après s'être

redressé le mois précédent. En effet, le nombre de minutes d'appel progresse de 0,7% en glissement annuel, après +3,1% en février et -7,9% au mois de janvier 2024.

Quant au trafic SMS, il conserve son dynamisme amorcé depuis le second semestre 2022. Ainsi, il s'accroît de 25,1%, après des hausses de 22,2% et 17,6% respectivement en février et janvier 2024.

Il en est de même pour le trafic internet qui enregistre toujours de fortes croissances. En effet, le volume de données internet consommées affiche une hausse de 20,2% au mois de mars 2024, après s'être accru de 50,1% en février et 46,6% en janvier 2024.

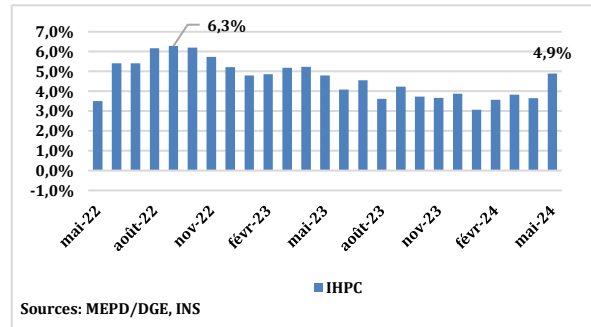
Au terme des trois premiers mois de l'année et comparativement à la période correspondante de 2024, le trafic voix recule de 1,7% tandis que les trafics SMS et internet progressent respectivement de 21,5% et 38,4%.

II.1.4 Prix

✓ Hausse des prix à la consommation

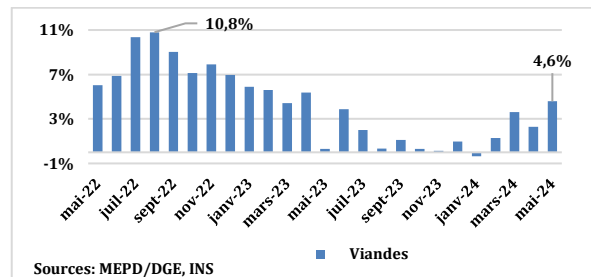
Le rythme de progression de l'**Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC)** s'accélère au mois de mai 2024, après le ralentissement observé au mois précédent. Ainsi, l'indice global enregistre une hausse de 4,9% en glissement annuel, après des réalisations de +3,7% et +3,8% respectivement aux mois d'avril et mars 2024. Il s'agit du taux d'inflation le plus élevé depuis le mois de mai 2023 où il s'est situé à +4,8%. Cette évolution des prix est attribuable à la hausse conjointe du prix moyen des produits comestibles (+8,3%) et de celui des produits non-comestibles (+3,1%).

Graphique 9 : Évolution de la croissance de l'indice général des prix à la consommation en glissement annuel



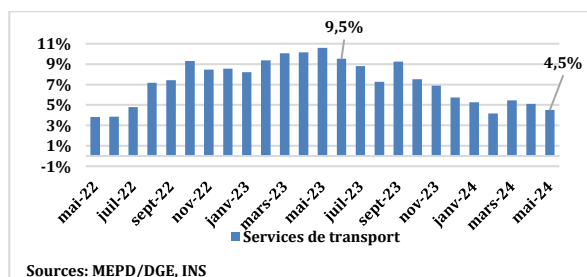
Les sources de tension observées au niveau de la composante « produits comestibles » concernent les tubercules et plantains (+9,0% après +2,1% en avril 2024), les fruits (+23,9% après +9,8%), les huiles et graisses (+8,1% après +5,8%), les poissons (+9,9% après +8,6%) et les viandes (+4,6% après +2,3%).

Graphique 10 : Évolution de la croissance des prix des viandes en glissement annuel



S'agissant de la composante « produits non comestibles », les prix continuent à se maintenir à des niveaux élevés. Il s'agit notamment des coûts de l'« électricité, gaz et autres combustibles » (+12,3% après +11,9% en avril 2024), des « meubles, articles d'ameublement, tapis et autres revêtements » (+5,6% après +2,6%), des « loyers effectifs » (+7,0% après +7,0%), des « services de transport » (+4,5% après +5,1%), des « produits, appareils et matériels médicaux » (+2,5% après +3,5%), ainsi que des « matériels audiovisuel, photographique et de traitement de l'image et du son » (+2,6% après +5,3%).

Graphique 11 : Évolution de la croissance des prix des services de transport en glissement annuel



Par ailleurs, l'inflation sous-jacente (déterminée en dehors des prix de l'énergie et des produits frais), ressort à +3,2%, en rythme annuel, preuve que l'inflation globale continue d'être amplifiée par le renchérissement des prix de l'énergie (+9,8%) et des produits frais (+10,4%).

En moyenne sur les cinq premiers mois de l'année 2024, l'indice général des prix à la consommation, progresse de 3,8% comparativement à la même période de 2023.

✓ Progression des prix dans la production industrielle

Les prix à la production industrielle poursuivent leur renchérissement amorcé depuis le mois de décembre 2023. Ainsi, l'indice des prix de production dans l'industrie progresse de 6,7% au mois d'avril 2024, après avoir enregistré des hausses de 4,4% et 2,0%, respectivement en mars et février 2024, en rythme annuel. Cette évolution des prix dans l'industrie résulte d'un fort accroissement des prix des industries extractives (+12,0%), de la production d'électricité de gaz et d'eau (+15,6%) et à un degré moindre, des prix des industries manufacturières (+3,2%).

Les principales divisions qui ont connu cette flambée de prix des produits industriels sont l'« extraction de minerais métalliques » (+15,4%), la « production et distribution d'électricité et de gaz » (+17,3%), la « fabrication de produits pharmaceutiques » (+21,8%) ainsi que le « raffinage pétrolier, cokéfaction » (+20,0%).

Par ailleurs, **en moyenne sur les quatre premiers mois de l'année 2024**, les prix de

la production industrielle renchérissement de 3,7%, en glissement annuel.

II.1.5 Emploi

L'emploi formel est marqué par un accroissement continu du nombre de salariés. En effet, ce dernier s'accroît de 7,9% à fin avril 2024 après des hausses de 7,7% à fin mars et 8,6% à fin février 2024, en glissement annuel. Ce dynamisme est porté à la fois par le secteur privé (+7,9%) et le secteur public (+7,9%).

Toutefois, le total d'emplois bruts créés au cours des quatre premiers mois de 2024 se contracte de 11,5% par rapport à la période correspondante de 2023 pour se situer à 45 104. Cette évolution résulte de la baisse des créations brutes dans le privé (-24,6%) et de la hausse dans le public (+86,7%). Le secteur privé enregistre 33 902 nouvelles immatriculations, dont 32,0% dans le commerce, 14,6% dans l'industrie manufacturière et 13,4% dans les BTP. Dans le secteur public, 11 202 nouveaux fonctionnaires et agents de l'Etat ont été affectés principalement dans les ministères en charge de la santé (27,5%) et de la formation (28,2%).

II.2 FINANCES PUBLIQUES

La situation des finances publiques à fin avril 2024 est marquée par le dynamisme du recouvrement des recettes totales et dons. En effet, les recettes totales et dons ressortent à 2 743,8 milliards, en augmentation de 224,4 milliards par rapport à fin avril 2023. Quant aux dépenses totales et prêts nets, ils progressent de 320,2 milliards pour s'établir à 3 560,5 milliards.

□ Recettes totales et dons

Les recettes totales et dons enregistrent une hausse de 224,4 milliards par rapport à l'année précédente pour se situer à 2 743,8 milliards. Cette augmentation est en lien avec la bonne mobilisation de l'ensemble des recettes.

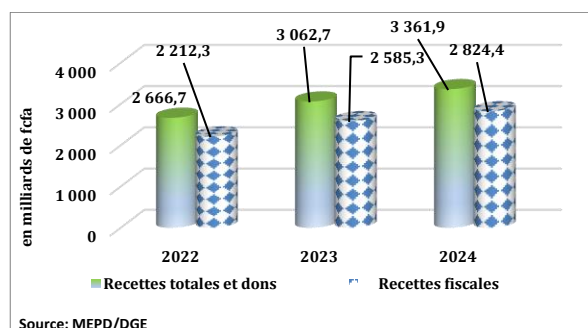
Hausse du niveau des recouvrements des recettes fiscales

Les recettes fiscales (y/c recettes affectées et parafiscalité) s'accroissent de 8,5% (+179,7 milliards) par rapport à leur niveau d'avril 2023 pour ressortir à 2 292,6 milliards. Cette hausse est le résultat d'une meilleure mobilisation des recettes fiscales intérieures et des recettes de porte. En effet, les recettes fiscales intérieures ont été recouvrées à hauteur de 1 242,0 milliards, soit une progression de 7,6%, en liaison avec les accroissements des droits d'enregistrement et de timbre (+14,4 milliards), de l'impôt sur les bénéfices (+14,1 milliards), de la TVA (+11,8 milliards) ainsi que de la taxe d'exploitation pétrolière (+6,5 milliards). Quant aux recettes de porte, elles se sont accrues de 7,0% (+57,7 milliards), en raison d'un bon recouvrement des droits et taxes à l'importation (+103,4 milliards) en dépit d'une régression des droits et taxes à l'exportation (- 43,4 milliards).

Bon niveau de recouvrement des recettes non fiscales

Les recettes non fiscales ont progressé de 22,0% (+62,4 milliards) par rapport à la même période de l'année dernière pour atteindre 346,8 milliards. Cette augmentation s'explique par la bonne tenue des recouvrements sur les cotisations de sécurité sociale (+19,3 milliards) et les autres recettes non fiscales (+43,2 milliards).

Graphique 12 : Evolution des recettes publiques à fin avril



Faible mobilisation des dons

Par rapport à fin avril 2023, le niveau des dons mobilisés à fin avril 2024 a régressé de

17,7 milliards, pour se situer à 104,4 milliards du fait d'une contraction des projets financés par des dons.

▣ Dépenses totales et prêts nets

Les dépenses totales et prêts nets sont exécutés à hauteur de 3 560,5 milliards en hausse de 9,9% (+320,2 milliards) par rapport à la même période de l'année dernière.

Le détail par nature des postes de dépense se présente comme suit :

- **Les dépenses de personnel** s'affichent à 811,6 milliards contre 768,0 milliards un an plus tôt en liaison avec la prise en compte des nouveaux fonctionnaires ;
- **Les subventions et transferts** croissent de 3,9% par rapport à avril 2023 et s'affichent à 338,1 milliards en liaison d'une part avec la subvention accordée au secteur électricité en vue de soutenir le prix et la production, et d'autre part avec le soutien aux ménages dans la prise en compte des frais de scolarité ;
- **Les dépenses de fonctionnement** se situent à 593,4 milliards, en hausse de 92,3 milliards comparé à la période correspondante de l'année 2023 en lien avec la prise en compte des besoins croissants de l'administration ;
- **Les dépenses d'investissement** se sont accrues de 9,7% (+76,1 milliards) par rapport à fin avril 2023. Elles ont été exécutées à hauteur de 863,7 milliards. Cette hausse est principalement due à l'accélération des dépenses pour la finalisation des travaux des infrastructures routières notamment l'échangeur AKWABA et la finition de l'axe Y4 ;
- **Les dépenses de sécurité** ont été exécutées à hauteur de 76,0 milliards moins que les 131,8 milliards atteints un an plus tôt ;
- **Les intérêts sur la dette** ressortent à 544,8 milliards en avril 2024 contre 438,5 milliards exécutés à la période

correspondante de 2023 (soit + 106,3 milliards). Ils se composent de 180,6 milliards d'intérêt sur la dette intérieure et de 364,2 milliards d'intérêt sur la dette extérieure.

Il se dégage à fin avril 2024, un solde budgétaire déficitaire de 816,7 milliards contre un déficit de 720,8 milliards un an plus tôt.

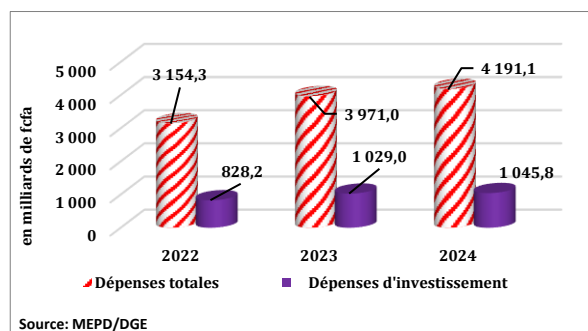
❑ **Financement**

Dans le but de financer le déficit budgétaire et rembourser le capital de la dette publique arrivé à échéance, le Gouvernement a eu recours au marché financier pour un montant de 3 001,3 milliards qui se décompose :

- 313,0 milliards de bons de trésorerie base ;
- 762,1 milliards d'émissions budgétaires ;
- 1 926,3 milliards en devises.

Par ailleurs, les tirages sur les prêts projets ont été accordés à hauteur de 463,1 milliards.

Graphique 13 : Evolution des dépenses publiques à fin avril



II.3 COMMERCE EXTÉRIEUR

À fin mai 2024, les échanges extérieurs de marchandises en commerce spécial, hors biens exceptionnels, sont marqués en valeur par la hausse de 5,1% des exportations, et d'une baisse de 4,3% des importations. Il découle de ces évolutions, un solde commercial excédentaire (FAB-CAF) de 660,6 milliards de francs CFA. Cet excédent a augmenté de 193,7% par rapport à celui de 225,0 milliards FCFA réalisé à la même

période de l'année précédente. Le taux de couverture des importations par les exportations s'affiche à 115,3%, au-delà du taux de 105,0% enregistré à la même période de l'année précédente et les termes de l'échange se sont améliorés de 21,7% sous l'effet conjugué d'une augmentation de 8,4% des prix à l'exportation et d'une diminution de 11,0% des prix à l'importation.

✓ **Progression des exportations en valeur**

L'augmentation des exportations en valeur est essentiellement due aux ventes de produits miniers et de produits de la première transformation qui progressent de 35,5% et 6,7% en valeur respectivement.

De façon spécifique, les exportations profitent des ventes de l'huile de palme (+89,9%), des « produits pétroliers autres que le pétrole brut » (+15,9%), de l'or brut (+32,5%), du pétrole brut (+77,6%) et du cacao transformé (+6,8%).

En revanche, la bonne tenue des exportations en valeur est atténuée principalement par le recul des exportations de « produits de l'agriculture industrielle et d'exportation » de 19,4%, et de « produits manufacturés » de 8,9%. Spécifiquement, la contraction des exportations en valeur provient de celle des ventes de cacao fèves (-22,1%), de noix de cajou (-28,0%) et de caoutchouc naturel (-6,6%).

✓ **Baisse des importations en valeur**

Les importations en valeur reculent, en raison des biens intermédiaires (-17,6%) et des biens d'équipement (-3,3%). Cette tendance est cependant atténuée par l'augmentation des achats de produits alimentaires (+7,2%) et des autres biens de consommation (+4,5%).

La réduction des importations de biens intermédiaires est principalement attribuable à la baisse des importations de pétrole brut (-15,8%) et d'engrais (-47,4%). Enfin, les importations de « fer, fonte, acier et ouvrages en ces métaux » baissent (-19,5%).

Les importations de biens d'équipement sont particulièrement affectées par la baisse des acquisitions de « matériels de transport de navigation maritime » (-42,3%).

Cependant, la baisse des importations en valeur est contenue par la hausse des achats des autres biens de consommation, notamment les « produits pétroliers autres que le pétrole brut » (+20,9%) et les produits alimentaires, en particulier le riz (+47,6%).

Tableau 5 : Evolution des principaux agrégats du commerce extérieur

IMPORTATIONS	Var 22/21	Var 23/22	Valeur 5 mois 2023	Valeur 5 mois 2024	Var 24/23
TOTAL	44,20%	1,80%	4 515,50	4 321,70	-4,30%
Total hors biens Exceptionnels	42,00%	0,30%	4 515,50	4 321,50	-4,30%
Biens de consommation	37,40%	-7,50%	2 080,40	2 195,40	5,50%
Biens intermédiaires	51,70%	6,40%	1 598,50	1 317,40	-17,60%
Biens d'équipement	39,80%	10,70%	836,6	808,7	-3,30%
EXPORTATIONS					
TOTAL	19,90%	9,00%	4 740,40	4 982,10	5,10%
Total hors biens Exceptionnels	19,70%	9,20%	4 740,40	4 982,10	5,10%
Produits primaires	-1,60%	3,00%	2 312,20	2 048,10	-11,40%
Produits Transformés	44,40%	17,20%	1 702,30	1 944,70	14,20%
Produits miniers	34,70%	5,60%	725,9	989,2	36,30%
Solde Commercial			225	660,4	193,60%
Solde Commercial (Hors biens except.)			225	660,6	193,70%
Taux de couverture			105,00%	115,30%	10,3
Taux de couverture (Hors biens exceptionnels.)			105,00%	115,30%	10,3

Sources : MEPD/DGE, MFB/DGD

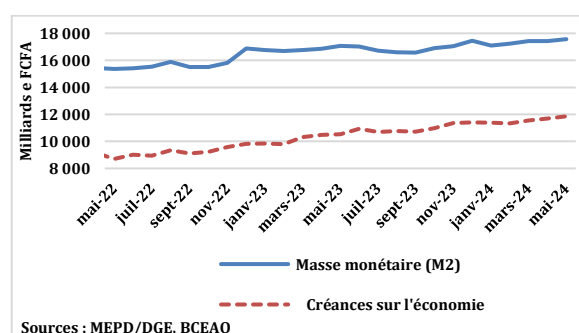
II.4 SITUATION MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE

La progression de la masse monétaire est restée inchangée à fin mars 2024, comparativement à son niveau à fin février 2024, en glissement annuel, et les principaux indicateurs d'activité de la place boursière de l'UEMOA maintiennent leur inscription en hausse au mois d'avril 2024, tout comme en début d'année, en glissement annuel.

II.4.1 Situation monétaire

Le Comité de Politique Monétaire (CPM) de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a décidé, à l'issue de sa réunion tenue le 4 juin 2024, de maintenir le principal taux directeur auquel la Banque Centrale prête ses ressources aux banques à 3,50%, ainsi que le taux d'intérêt sur le guichet de prêt marginal à 5,50%, niveaux en vigueur depuis le 16 décembre 2023. Cette décision intervient dans un contexte caractérisé par une inflation contenue et une amélioration des comptes extérieurs de l'Union.

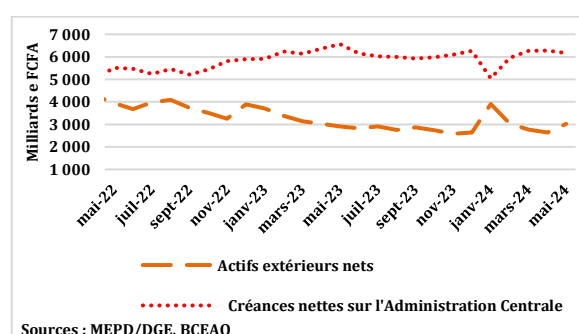
Graphique 14 : Évolution de la masse monétaire et des créances sur l'économie



Sources : MEPD/DGE, BCEAO

Dans ce contexte, la masse monétaire au sens large affiche à fin mars 2024, comme à fin février 2024, une progression de 3,3%, en glissement annuel. Cette hausse résulte du dynamisme des créances sur l'économie (+11,4%), de l'accroissement modéré des créances sur l'administration centrale (+1,2%) et de la contraction des actifs extérieurs nets (-16,6%).

Graphique 15 : Évolution des actifs extérieurs nets et des créances nettes sur l'administration centrale



Sources : MEPD/DGE, BCEAO

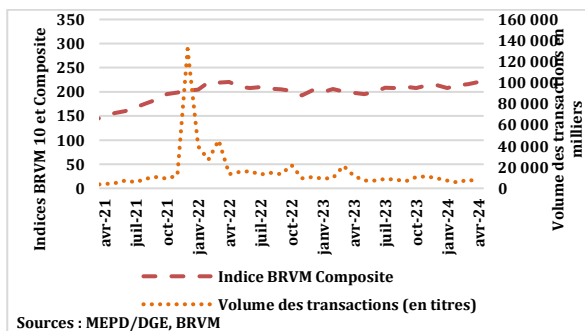
Par ailleurs, les résultats de l'enquête sur les conditions de banque révèlent que les taux d'intérêt débiteurs et créditeurs des banques au cours du mois d'avril 2024

baissent par rapport au mois précédent. Ainsi, le taux débiteur moyen est ressorti à 6,63% en avril 2024 contre 6,85% le mois précédent. Dans le même sillage, la rémunération moyenne des dépôts recule, passant de 4,39% au mois de mars à 3,76% au mois d'avril 2024.

II.4.2 Marché boursier

L'activité boursière dans l'UEMOA évolue favorablement au mois d'avril 2024. Elle est caractérisée par les progressions, en rythme annuel, de l'indice d'ensemble le BRVM Composite et le BRVM 30 respectivement de 11,4% et 11,6% après des accroissements de 7,5% et 7,7% enregistrés le mois précédent. Quant à l'indice BRVM Prestige, il se redresse en augmentant de 2,8% après un repli de 2,9% enregistré en mars 2024.

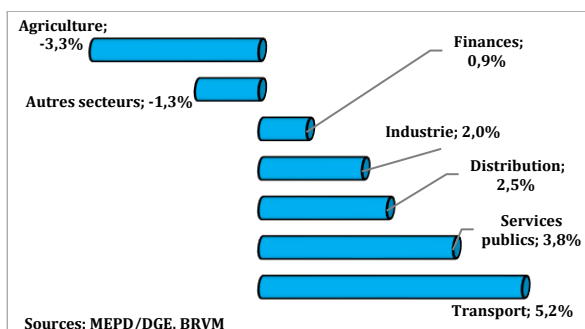
Graphique 16 : Évolution des principaux indicateurs du marché boursier de l'UEMOA



L'accroissement de l'indice composite provient des performances enregistrées au niveau de la plupart des indices sectoriels. Il s'agit notamment, du transport (+22,4%), des finances (+17,5%), des services publics (+15,2%) ainsi que de l'industrie (+8,0%).

A contrario, l'agriculture (-34,7%), et la distribution (-5,6%) se contractent.

Graphique 17 : Évolution des indices moyens boursiers sectoriels au mois d'avril 2024, en variation mensuelle



Quant à la capitalisation boursière composite, elle affiche, en glissement annuel, une hausse de 6,7%, portée par le marché des actions (+11,4%) et de celui des obligations (+3,2%).

S'agissant des transactions en valeur au mois d'avril 2024, elles ont progressé de 112,5% à 28,2 milliards contre 32,6% à 24,8 milliards au mois de mars. En revanche, en volume, elles replient de 48,4% pour s'établir à 6 113 072 titres échangés contre 61,8% à 8 138 720 titres le mois précédent.

Pour le mois d'avril 2024, sur le marché des actions, le taux de rendement moyen se situe à 8,17% après 8,48% le mois précédent. Quant au PER moyen, il s'établit à 9,79 après 10,09 en février 2024.

En moyenne sur les quatre premiers mois de l'année 2024, la BRVM a évolué favorablement, avec un indice BRVM Composite qui augmente de 6,6%, en glissement annuel.

En conclusion, l'activité économique et financière est marquée au mois avril 2024, en glissement annuel, par le redressement de l'indice du chiffre d'affaires du commerce global. En outre, il est enregistré l'accélération de la progression de certaines productions agricoles (Coton, Banane dessert et Caoutchouc) et de la production industrielle, ainsi que le maintien de la bonne tenue de la branche « transport ».

Toutefois, au terme des quatre premiers mois de l'année 2024, l'évolution de l'économie ivoirienne reste timide. L'agriculture d'exportation enregistre une évolution contrastée. Dans le secteur secondaire, la dynamique est mitigée, sous l'effet de la contraction de l'indicateur avancé du BTP et de la hausse de la production industrielle. Quant au secteur tertiaire, il conserve sa bonne orientation observée à fin mars 2024.

La hausse des prix à la consommation s'accélère sous l'effet des pressions persistantes sur les produits alimentaires. Toutefois, des projets sont en cours de mise

en œuvre en vue d'accroître la production vivrière et d'améliorer l'approvisionnement des marchés. Ils devraient à terme permettre de contenir les tensions inflationnistes.

Le marché de l'emploi formel poursuit son dynamisme porté à la fois par le secteur privé et le secteur public.

Le financement de l'économie demeure bien orienté, attestant de la confiance du secteur bancaire en l'économie ivoirienne.

Quant à l'exécution budgétaire, elle est caractérisée à fin avril 2024 par une hausse des recettes fiscales et une accélération de l'exécution des dépenses d'investissements (+9,7% contre +1,9% à fin mars 2024).

Les perspectives sur le reste de l'année sont favorables, en relation avec (i) la reprise attendue de la production de cacao fèves, (ii) l'accélération de la transformation structurelle de l'économie ivoirienne qui profiterait à la production manufacturière, et (iii) le redressement du BTP sous l'effet de l'intensification des investissements dans les infrastructures publiques. Ainsi, l'activité économique devrait poursuivre son renforcement au cours des prochains mois.

Tableau de bord

	Variation en glissement annuel								Variations en glissement sur la période des données disponibles (Cumul ou moyenne)
	oct.-23	nov.-23	dec.-23	jan.-24	fév.-24	mar.-24	avr.-24	mai.-24	
INTERNATIONAL									
Cours du Pétrole brut	-2,2%	-8,7%	-3,8%	-3,4%	1,3%	8,8%	7,1%	nd	3,4%
Cours du cacao	57,2%	67,0%	67,5%	67,5%	109,4%	158,0%	237,8%	nd	145,5%
Cours de l'euro par rapport au dollar	7,5%	5,9%	3,0%	1,3%	0,7%	1,6%	-2,2%	nd	0,3%
ACTIVITE NATIONALE									
Primaire									
Agriculture d'exportation									
Cacao (données trimestrielles)	nc	nc	-34,2%	nc	nc	-5,3%	nc	nc	-5,3%
Café (données trimestrielles)	nc	nc	384,6%	nc	nc	109,0%	nc	nc	109,0%
Coton	nc	nc	33,9%	9,3%	58,9%	315,3%	nd	nd	52,7%
Anacarde					-84,6%	-13,9%	nd	nd	-84,6%
Secondaire									
IHPI global	6,8%	12,3%	5,4%	6,3%	7,6%	1,4%	3,1%	nd	4,5%
IHPI hors extraction	2,7%	7,3%	5,6%	1,5%	3,5%	-3,3%	-2,5%	nd	-0,3%
Industrie manufacturière	1,4%	6,9%	5,3%	-0,1%	1,3%	-5,6%	-3,7%	nd	-2,1%
Electricité, gaz	7,4%	9,3%	6,8%	8,1%	15,0%	8,5%	3,2%	nd	8,5%
BTP	-10,7%	-14,5%	-0,5%	-20,4%	-13,3%	-9,4%	nd	nd	-14,2%
Production d'électricité	8,6%	10,6%	7,8%	21,1%	18,9%	21,1%	nd	nd	14,5%
Production de produits pétroliers	7,9%	20,5%	36,6%	28,5%	-18,4%	27,2%	nd	nd	8,7%
Pétrole brut	60,3%	93,5%	73,8%	78,5%	87,5%	86,0%	nd	nd	83,7%
Gaz naturel	7,3%	5,8%	-1,9%	-4,0%	1,8%	0,2%	nd	nd	-0,8%
Tertiaire									
Indice du Chiffre d'Affaires (ICA)*	9,0%	-0,2%	-20,5%	0,3%	-13,6%	-9,8%	4,5%	nd	-5,3%
Trafic global maritime	33,3%	18,0%	41,2%	-6,3%	21,6%	5,9%	nd	nd	6,4%
Total voyageurs aérien	0,5%	0,3%	7,7%	23,8%	14,2%	-2,9%	9,4%	nd	11,0%
Transport ferroviaire (trafic de marchandise)	-0,6%	-22,0%	-27,7%	-1,9%	0,9%	14,2%	15,2%	nd	6,7%
Echanges extérieurs									
Exportation en quantité	18,3%	16,3%	-11,1%	-16,9%	-13,8%	-1,9%	15,8%	12,3%	-3,0%
Importation en quantité	19,7%	63,2%	-1,0%	14,0%	-14,7%	-15,0%	9,5%	10,4%	7,5%
Exportation en valeur (hors biens exceptionnels)	25,2%	21,7%	10,5%	-9,2%	-11,7%	4,2%	26,7%	26,3%	5,1%
Importation en valeur (hors biens exceptionnel)	-1,4%	35,6%	-18,1%	-1,8%	3,6%	-16,2%	-1,2%	-3,8%	-4,3%
Solde commercial (en milliards CFA)	59,13	-143,73	169,06	149,68	29,40	197,09	194,08	90,37	660,62
Financement									
Masse Monétaire (M2)	9,1%	7,8%	3,3%	2,0%	3,3%	3,3%	nd	nd	3,3%
Actifs Extérieurs Nets	-32,8%	-23,3%	-21,9%	-20,6%	-32,2%	5,3%	nd	nd	5,3%
Créances intérieures	15,6%	13,5%	12,5%	4,4%	7,9%	7,6%	nd	nd	7,6%
Créances nettes sur l'Administration Centrale	9,9%	5,1%	6,3%	-14,5%	-4,6%	1,2%	nd	nd	1,2%
Créances sur l'économie	19,0%	18,6%	16,2%	15,8%	15,8%	11,4%	nd	nd	11,4%
BRVM composite	3,0%	10,5%	5,4%	4,2%	3,6%	7,5%	11,4%	nd	6,6%
Finances publiques									
Recettes totales & Dons	21,1%	28,3%	31,5%	10,2%	27,5%	0,4%	4,1%	nd	11,3%
Dépenses totales & Prêts nets	5,7%	-18,8%	-28,2%	15,8%	21,9%	-17,7%	25,0%	nd	3,7%
Investissement public	30,8%	-44,6%	-21,5%	17,2%	32,9%	-20,2%	24,5%	nd	1,9%
Solde budgétaire global (niveau en milliards)	-632,46	-276,56	-76,56	-151,82	-229,04	-123,24	-312,56	nd	-816,66
Prix à la consommation									
Indice harmonisé des prix à la consommation	3,7%	3,7%	3,9%	3,1%	3,6%	3,8%	3,7%	4,9%	3,8%
Indice des biens alimentaires	5,6%	6,2%	6,6%	4,3%	5,6%	4,4%	5,0%	8,3%	5,5%
IHPC hors biens alimentaires	2,7%	2,4%	2,6%	2,4%	2,5%	3,4%	2,9%	3,1%	2,9%
Emploi									
Salariés secteur formel	7,8%	9,0%	9,0%	9,2%	8,6%	7,7%	7,9%	nd	7,9%
Salariés secteur formel privé	7,5%	9,3%	10,0%	10,0%	9,4%	8,1%	7,9%	nd	7,9%

Source : MEPD/DGE

NC : Non concerné

ND : Non disponible

* : Indice produit par l'ANSTAT, ex INS

Direction des Prévisions, des Politiques et des Statistiques Économiques (DPPSE)
Tél: (+225)2720200958 - 04 BP 650 Abidjan 04

Pour en savoir plus :

Sous-Direction de la Conjoncture

Courriel : sd.cdpse@dge.gouv.ci

Tel : +(225) 2720200924/2720200925

Version du 29 juillet 2024